

REPUBLIQUE DU BURUNDI
INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES
ECONOMIQUES DU BURUNDI



AGENCE DE PROMOTION
DE L'INVESTISSEMENT AU BURUNDI
NOTRE MISSION C'EST VOTRE SUCCES

**RAPPORT DE L'ENQUETE SUR LES
INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
AU BURUNDI
« EIDEB, EDITION 2013 »**

B.P : 1156 BUJUMBURA
TEL : 22 22 6729 / 22 21 67 34 / 22 22 21 49
FAX : (257) 22 22 635
E-mail : isteebu@isteebu.bi
Site Web : www.isteebu.bi

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----------|
| LISTE DES TABLEAUX..... | iii |
| LISTE DES GRAPHIQUES..... | iv |
| PREFACE ET REMERCIEMENTS | v |
| SIGLES ET ABREVIATIONS | vii |
| 0. INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I : APERCU METHODOLOGIQUE | 2 |
| 1.1. Objectifs de l'enquête..... | 2 |
| 1.2. Concepts et définitions | 2 |
| 1.2.1. Investissement direct étranger (IDE)..... | 2 |
| 1.2.2. Entreprise d'investissement direct..... | 3 |
| 1.2.3. L'investisseur direct..... | 4 |
| 1.2.4. Investissements de portefeuille (IPF)..... | 4 |
| 1.2.5. Autres investissements | 4 |
| 1.3. Couverture de l'enquête | 5 |
| 1.4. Champ de l'enquête..... | 5 |
| 1.5. Unité Statistique | 7 |
| 1.6. Déroulement de l'opération..... | 7 |
| CHAPITRE II. ANALYSE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ETRANGER | 8 |
| 2.1. Situation générale des entreprises d'investissement étrangers..... | 8 |
| 2.2. Etat des avoirs et engagements financiers étrangers..... | 10 |
| 2.2.1. Situation du stock des engagements financiers étrangers | 11 |
| CHAP III. STOCKS D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE ET D'INVESTISSEMENTS DIRECTS | |
| ETRANGERS | 16 |
| 3.1.1. Niveau général des investissements étrangers..... | 16 |
| 3.1.2. Distribution des IDE par type d'entreprises d'investissement direct..... | 17 |
| 3.1.3. Distribution des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement | 17 |
| 3.1.4. Parts des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement | 18 |
| 3.1.5. Origines géographiques des IDE entrants | 18 |
| 3.1.6. Indicateurs de résultat des entreprises IDE | 19 |
| ANNEXES..... | a |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| Tableau 1: Répartition de la population cible par strate | 6 |
| Tableau 2: Entreprises constituant l'échantillon par strate..... | 6 |
| Tableau 3: Répartition des entreprises bénéficiaires des IDE par type d'entreprises d'investissement direct..... | 11 |
| Tableau 4 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers dans les entreprises résidentes ayant reçu les IPF | 12 |
| Tableau 5 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers par branches d'activités dans les entreprises résidentes ayant reçu les IPF | 12 |
| Tableau 6 : Répartition du stock des engagements financiers étrangers des entreprises bénéficiaires des IPF selon les pays d'origine des investisseurs..... | 12 |
| Tableau 7 : Distribution du stock des investissements étrangers dans les entreprises résidentes ayant reçu les IDE | 13 |
| Tableau 8 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers selon les activités principales dans les entreprises résidentes ayant reçu les IDE | 13 |
| Tableau 9 : Répartition du stock des engagements financiers étrangers des entreprises bénéficiaires des IDE par les pays d'origine des investisseurs | 14 |
| Tableau 10: Niveau du stock des avoirs et engagements financiers étrangers | 15 |
| Tableau 11: Répartition des capitaux étrangers par type d'investissement..... | 16 |
| Tableau 12: Répartition des IDE selon leurs composantes | 16 |
| Tableau 13 : Répartition des IDE par type d'entreprises d'investissement direct | 17 |
| Tableau 14: Distribution des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement..... | 17 |
| Tableau 15: Proportion des entreprises IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement..... | 18 |
| Tableau 16: Répartition des IDE par pays d'origine..... | 19 |
| Tableau 17: Apport des branches d'activités en termes de chiffre d'affaire hors taxe (CAHT) dans les entreprises d'IDE..... | 20 |
| Tableau 18 : Contribution en emplois par types d'investissement..... | 21 |
| Tableau 19: Apport en termes d'emploi des entreprises d'investissements directs | 21 |
| Tableau 20: Répartition des entreprises d'investissement étranger selon la catégorie juridique | 22 |
| Tableau 21: Répartition des entreprises IDE selon leurs apports dans les branches d'activités..... | a |
| Tableau 22: Répartition des entreprises IDE selon leurs contributions en % dans les branches d'activités | b |

LISTE DES GRAPHIQUES

| | |
|--|----|
| Graphique 1: Répartition des entreprises résidentes selon la possession des établissements à l'étranger | 8 |
| Graphique 2: Répartition des entreprises résidentes ayant des IPF au 31/12/2012 | 8 |
| Graphique 3 : Répartition des entreprises résidentes ayant des IDE au 31/12/2012 | 9 |
| Graphique 4: Répartition des entreprises résidentes détenant des IPF à l'étranger selon les branches d'activités | 9 |
| Graphique 5: Répartition des entreprises résidentes détenant des IDE à l'étranger selon les branches d'activités | 10 |
| Graphique 6 : Pourcentage d'entreprises résidentes ayant parmi ses propriétaires des non résidents..... | 10 |
| Graphique 7 : Pourcentage d'entreprises résidentes possédant un investissement étranger | 11 |

PREFACE ET REMERCIEMENTS

La production des statistiques de la balance de paiements, en particulier des investissements étrangers, est l'une des priorités du Gouvernement du Burundi, par le biais de la Banque de la République du Burundi (BRB). En effet, la réalisation des objectifs en matière de politique de change et monétaire dépend énormément de la fiabilité et de la disponibilité à temps réel des informations statistiques sur l'évolution de l'économie nationale.

L'investissement direct étranger (IDE) est ainsi l'un des grands moteurs de l'intégration économique internationale. Lorsque les conditions générales adéquates sont réunies, l'IDE est aussi un facteur de stabilité financière, favorisant le développement économique et améliorant le bien-être des populations. Il contribue donc à la création d'entreprises locales dans les pays d'accueil, à la promotion des échanges internationaux, au transfert des technologies et du savoir-faire. Au-delà de ses effets directs, l'IDE a d'autres retombées qui influent sur l'évolution du marché du travail, des marchés de capitaux ainsi que d'autres aspects économiques.

Disposer ainsi des statistiques d'IDE fiables est essentiel pour le BURUNDI qui souhaite attirer les investissements internationaux et en tirer le meilleur profit possible.

En effet, l'analyse régulière des tendances de l'investissement direct fait désormais partie intégrante de la plupart des analyses macroéconomiques et financières, notamment dans l'établissement des statistiques de la balance des paiements et des comptes de la nation.

L'identification de l'origine et de la destination de ces investissements est très intéressante pour les analystes et les pouvoirs publics. En plus, l'identification des secteurs bénéficiaires des IDE est essentielle pour la plupart des analyses.

Malgré cette nécessité d'avoir des statistiques de qualité sur les IDE, le Burundi n'avait pas encore mené une enquête de ce genre. C'est pour cette raison que le Gouvernement, par le biais de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), de la Banque de la République du Burundi (BRB) et l'Agence pour la Promotion des Investissements (API), a mené sa première enquête sur les Investissements Directs Etrangers en 2013, en sigle EIDEB, 2013.

Les données qui ont été collectées au cours de cette enquête vont permettre d'améliorer les différentes publications économiques du pays, notamment la Balance des paiements, qui est un outil essentiel d'information sur l'état des échanges internationaux de la Nation avec le Reste du Monde.

Ces données constituent un outil performant de suivi des IDE et donnent leur situation de base pour notre pays, laquelle situation va permettre de constater et d'analyser leur évolution dans le futur. Ces données seront également utilisées par les différents chercheurs et analystes.

Nous souhaitons qu'elles soient donc mises à la disposition des autorités et opérateurs économiques pour gagner la bataille de la réduction de la pauvreté et pour un développement rapide et durable de notre pays.

Nous tenons à remercier tous les chefs d'entreprise pour la confiance qu'ils nous ont accordée, en acceptant de consacrer quelques moments de leur temps précieux aux enquêteurs. Nos remerciements s'adressent également à toute l'équipe de l'enquête qui a contribué à sa réalisation.

Notre profonde gratitude va à l'endroit de toutes les personnes ayant donné leurs remarques pour l'amélioration de ce document.

Nous réitérons notre gratitude à la BRB et à l'API pour la franche collaboration et le soutien qu'elles n'ont cessé de témoigner à l'égard de l'ISTEEBU et de ses techniciens.

Enfin, nous saisissons cette occasion pour lancer un appel vibrant à tous ces opérateurs qui sont encore réticents à répondre à l'enquête et/ou ne veulent pas communiquer les informations dans les délais impartis retardant ainsi la publication des résultats afin qu'ils sachent que ces données participent à la présentation de la bonne image évolutive de notre pays. Tous les moyens devront être mis en œuvre pour qu'à l'avenir, cette contrainte soit levée étant donné que la confiance réciproque entre le secteur public et le secteur privé est la clef de la pérennisation de cet instrument aussi important pour le développement économique du Burundi que sont les IDE.

Le Ministre des Finances et de la Planification
Du Développement Economique

Hon. Tabu Madalian MANIRAKIZA



SIGLES ET ABREVIATIONS

| | |
|---------|--|
| API | : Agence pour la Promotion des Investissements |
| BRB | : Banque de la République du Burundi |
| EIDEB | : Enquête sur les Investissements Directs Etrangers au Burundi |
| FMI | : Fond Monétaire International |
| IDE | : Investissements directs étrangers |
| IPF | : Investissements de portefeuille |
| ISTEEBU | : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi |
| OBR | : Office Burundais des Recettes |
| SA | : Société anonyme |
| SPRL | : Société des personnes à responsabilité limitée |

0. INTRODUCTION

L'appel aux capitaux étrangers est l'une des stratégies optées par le Gouvernement pour le développement de l'économie du Burundi. La Banque de la République du Burundi, grâce aux statistiques de la balance de paiements, à travers les investissements directs étrangers (IDE), participe à la réalisation de cette politique en fournissant des indicateurs y relatifs.

Les investissements directs étrangers présents au niveau des entreprises burundaises mettent en exergue leur rôle dans la relance de l'économie burundaise.

Le présent rapport donne ainsi un aperçu des capitaux étrangers au Burundi en 2012. L'enquête réalisée en 2013 et dénommée « Enquête sur les Investissements Directs Etrangers au Burundi, édition 2013 » (EIDEB, 2013), a permis la mise en place des statistiques des IDE et Investissement de Portefeuilles (IPF) au Burundi.

Ce rapport fait également état du niveau d'emploi des entreprises à capitaux étrangers ainsi que les origines de ces derniers.

Il est ainsi composé de 4 grands chapitres à savoir :

- i) Un aperçu méthodologique,
- ii) Les caractéristiques générales des entreprises,
- iii) Le stock et flux des Investissements Directs Etrangers
- iv) La conclusion et les recommandations.

CHAPITRE I : APERCU METHODOLOGIQUE

Le présent chapitre a pour objet de faire une esquisse de la méthodologie adoptée pour la réalisation de l'enquête relative aux investissements directs étrangers au Burundi, édition 2013 (EIDEB, 2013).

1.1. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie burundaise de statistiques fiables et à jour sur les investissements directs étrangers.

L'objectif spécifique de cette enquête est de mesurer le niveau des investissements directs étrangers au sein des entreprises résidentes et non-résidentes, pour l'année 2012.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des capitaux détenus par les résidents et les non résidents,
- Le stock des avoirs et des engagements financiers étrangers,

1.2. Concepts et définitions¹

Ici nous allons définir :

- L'Investissement direct étranger (IDE) ;
- L'Entreprise d'investissement direct ;
- L'investisseur direct ;
- L'Investissements de portefeuille (IPF) et ;
- Autres investissements.

1.2.1. Investissement direct étranger (IDE)

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct).

Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI).

¹ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- i) Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- ii) Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

L'IDE désigne également l'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur et une entreprise établie sur le territoire national leur permettant d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise. Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital social ou 10 pour cent des droits de vote.

Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

- i) Capital social qui correspond à la participation au capital des succursales, à toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,
- ii) Bénéfices réinvestis qui correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,
- iii) Autres transactions d'investissement direct ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe) qui couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent respectivement des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer). Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

1.2.2. Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors d'un territoire économique donné, détient au moins 10 pour cent des actions ou du capital social.

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- i. **Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50 pour cent du capital ;
- ii. **Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50 pour cent du capital ;
- iii. **Succursales**, filiales à 100 pour cent ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

1.2.3. L'investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique ou morale détenant au moins 10% du capital social, dans une entreprise d'investissement direct d'une économie autre que celle dont l'investisseur direct est résident.

Entreprises apparentées

Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational, sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui, elle-même, détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

1.2.4. Investissements de portefeuille (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leur porteur des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement,..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples comme :

*couverture des risques, placement ou commerce.

1.2.5. Autres investissements

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « Investissement direct » ni dans celle « Investissement de portefeuille ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que les banques.

Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes qui comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- ii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iii) Les autres avoirs et autres engagements qui couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme les divers produits à recevoir et charges à payer.

1.3. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident sur le territoire national.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers. Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires et l'effectif du personnel.

1.4. Champ de l'enquête

La base de sondage de l'Enquête sur les Investissements Etrangers Directs est constituée de toutes les entreprises considérées par l'Office Burundais des Recettes (OBR) comme de grands contribuables.

Elle est extraite du répertoire des entreprises (édition 2010) et est stratifiée suivant la branche d'activités et le nombre de salariés.

La base de sondage est formée de 8 strates correspondant aux branches d'activités suivantes : Industries agroalimentaires (strate 1), Autres Industries manufacturières (strate 2), Constructions (strate 3), Commerce et services de réparation (strate 4), Transports et activités des auxiliaires de transport et communications (strate 5) , Services d'intermédiations financières (strate 6), Autres services marchands (strate 7) ; et Activités à caractère collectif ou personnel (strate 8).

La base de sondage est constituée de 212 entreprises dont 200 sont des entreprises privées. Leur répartition par strate est décrite dans le tableau qui suit.

Tableau 1: Répartition de la population cible par strate

| Strate | Entreprises | |
|---|------------------------|------------|
| | (publiques et privées) | privées |
| Industries agroalimentaires (strate 1) | 7 | 5 |
| Autres Industries manufacturières (strate 2) | 27 | 26 |
| Constructions (strate 3) | 33 | 33 |
| Commerce et services de réparation (strate 4) | 89 | 87 |
| Transports et activités des auxiliaires de transport et communications (strate 5) | 14 | 9 |
| Services d'intermédiation financière (strate 6) | 16 | 14 |
| Autres services marchands (strate 7) | 25 | 25 |
| Activités à caractère collectif ou personnel (strate 8) | 1 | 1 |
| Total | 212 | 200 |

Source : Répertoire des entreprises ISTEEBU

Parmi ces 200 entreprises privées, 130, soit 65% environ, ont été interrogées. Elles sont réparties proportionnellement à la taille des strates, à l'exception des strates 1, 5, 6 et 8 où toutes les entreprises composant la strate ont été enquêtées. Le nombre d'entreprises interrogées par strate se présente comme suit.

Tableau 2: Entreprises constituant l'échantillon par strate

| Strate | Entreprises enquêtées |
|---|-----------------------|
| Industries agroalimentaires (strate 1) | 7 |
| Autres Industries manufacturières (strate 2) | 16 |
| Constructions (strate 3) | 19 |
| Commerce et services de réparation (strate 4) | 48 |
| Transports et activités des auxiliaires de transport et communications (strate 5) | 9 |
| Services d'intermédiation financière (strate 6) | 15 |
| Autres services marchands (strate 7) | 15 |
| Activités à caractère collectif ou personnel (strate 8) | 1 |
| Total | 130 |

Source : Répertoire des entreprises ISTEEBU

1.5. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements et ceci pour les raisons suivantes :

- i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ;
- ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ;
- iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

1.6. Déroulement de l'opération

La collecte des informations sur le terrain a mobilisé 12 enquêteurs, 4 contrôleurs, 3 superviseurs et 2 coordinateurs. L'échantillon a été réparti de manière équitable entre les différents enquêteurs et chacun devait visiter 11 entreprises. Les données à collecter couvraient l'exercice 2012.

La durée prévue de la collecte des données sur terrain, était de 30 jours ouvrables, soit du 17 Juillet 2013 au 28 Août 2013. Cependant, la réticence de certains entrepreneurs et le temps demandé par les responsables d'entreprise pour le remplissage du questionnaire, ont considérablement ralenti la récupération des questionnaires et ainsi la suite des activités. En effet, le dernier questionnaire a été récupéré par l'ISTEEBU le 08 Novembre 2013, soit environ 4 mois après le début de l'opération de collecte.

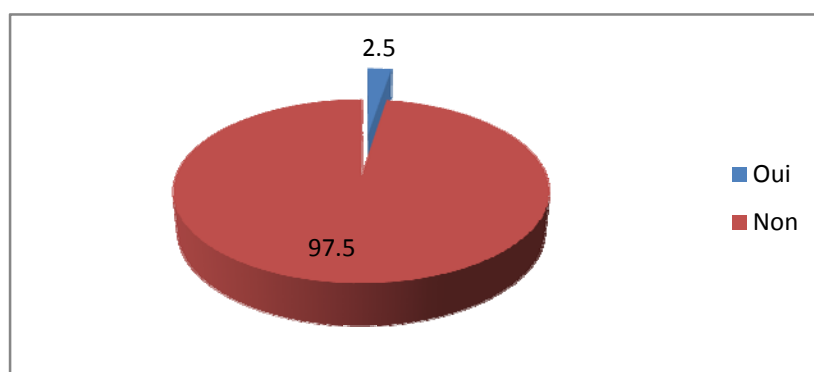
La saisie de données, le programme d'apurement, le traitement des données, l'exploitation et l'analyse des données ont été également réalisés par l'ISTEEBU.

CHAPITRE II. ANALYSE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ETRANGER

2.1. Situation générale des entreprises d'investissement étrangers

Sur l'ensemble des entreprises résidentes enquêtées, seulement 2,5% d'entre elles entreprises disposent des établissements à l'étranger au 31 décembre 2012, comme le montre le graphique ci-dessous.

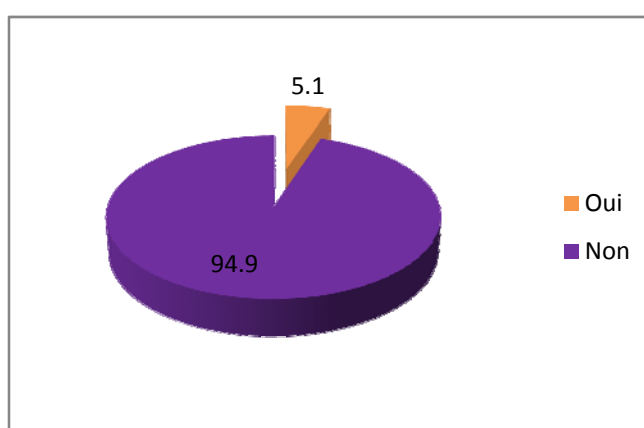
Graphique 1: Répartition des entreprises résidentes selon la possession des établissements à l'étranger



Source : EIDEB, édition 2013

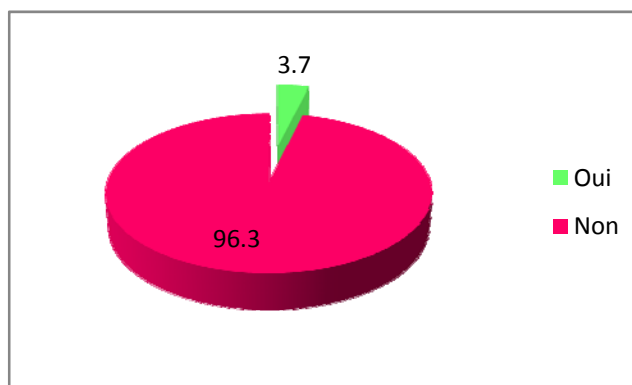
Les graphiques 2 et 3 montrent que 5,1% des entreprises résidentes ont des investissements de portefeuille à l'étranger contre 3,7% qui détiennent des investissements directs étrangers dans les entreprises non résidentes.

Graphique 2: Répartition des entreprises résidentes ayant des IPF au 31/12/2012



Source : EIDEB, édition 2013

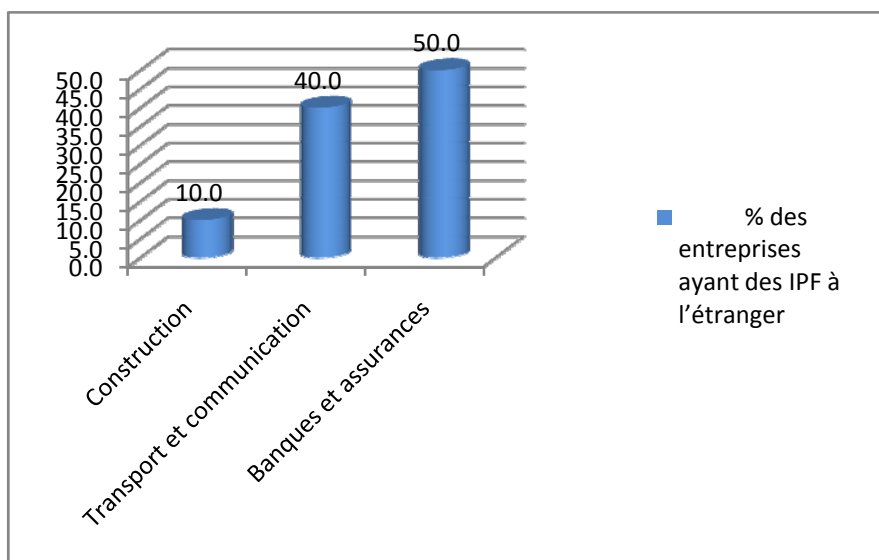
Graphique 3 : Répartition des entreprises résidentes ayant des IDE au 31/12/2012



Source : EIDEB, édition 2013

D'après le graphique 4, le peu des IPF sortants réalisés par les entreprises résidentes provient du secteur des assurances, le transport terrestre ainsi que les services des postes, télécommunications et internet.

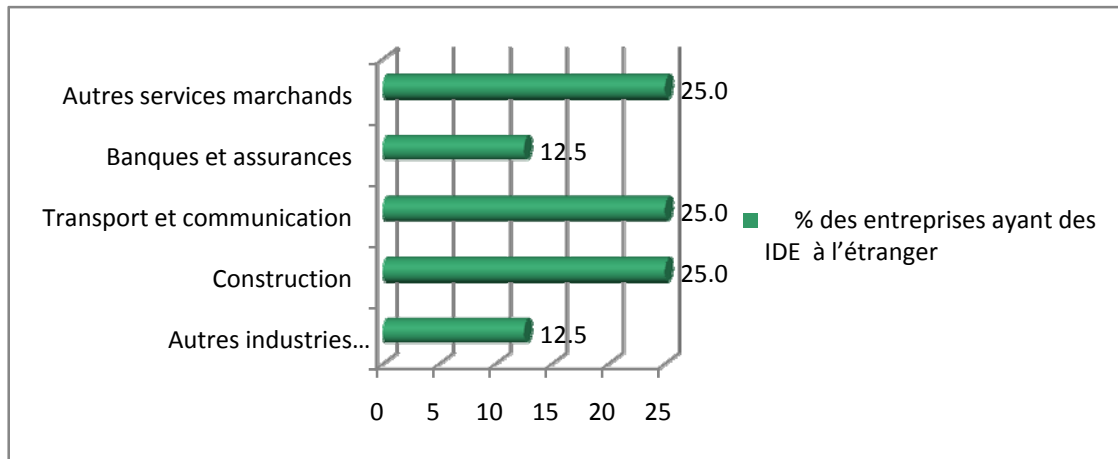
Graphique 4: Répartition des entreprises résidentes détenant des IPF à l'étranger selon les branches d'activités



Source : EIDEB, édition 2013

Il se dégage du graphique 6 que les secteurs de construction, transport et communication ainsi que les services marchands sont ceux ayant des IDE dans les entreprises non résidentes à la fin de l'année 2012.

Graphique 5: Répartition des entreprises résidentes détenant des IDE à l'étranger selon les branches d'activités



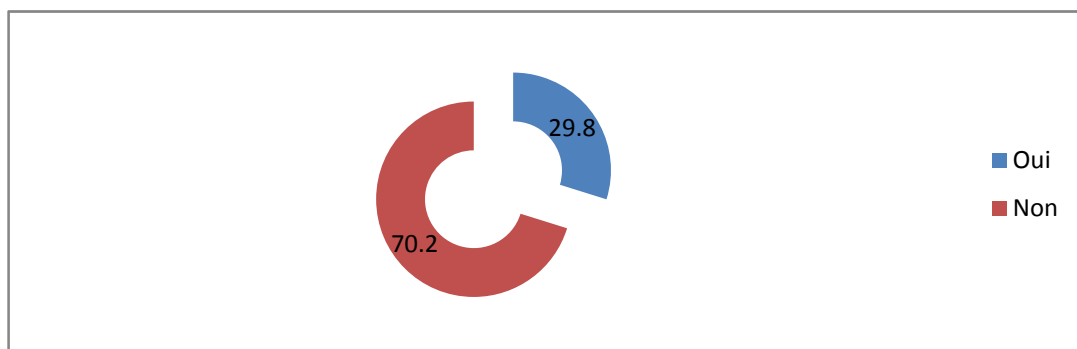
Source : EIDEB, édition 2013

2.2. Etat des avoirs et engagements financiers étrangers

Ce point va porter sur la situation des avoirs et des engagements financiers des entreprises résidentes et les catégories d'engagements financiers consentis mais également du niveau de ses stocks à la fin de l'année 2012.

Il est à signaler que 29,8% des entreprises résidentes ont parmi leurs propriétaires des investisseurs non résidents (Graphique 6).

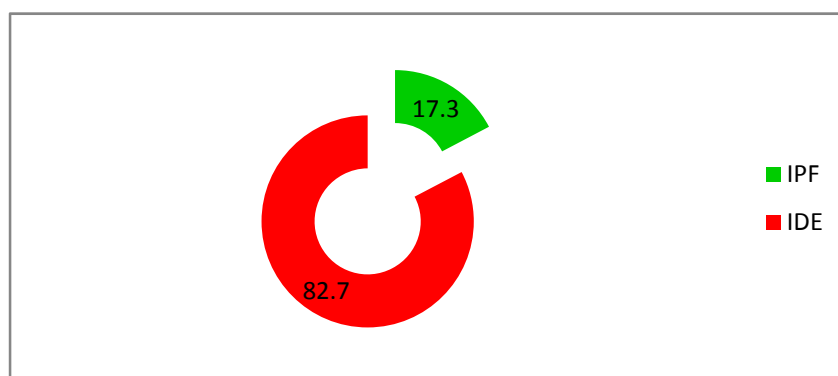
Graphique 6 : Pourcentage d'entreprises résidentes ayant parmi ses propriétaires des non résidents



Source : EIDEB, édition 2013

Parmi ces entreprises, 17,3% ont bénéficié des apports d'actions sous forme des IPF contre 82,7% sous formes d'IDE (Graphique 7).

Graphique 7 : Pourcentage d'entreprises résidentes possédant un investissement étranger



Source : EIDEB, édition 2013

Parmi les 82,7%, les résultats du tableau ci-dessous montrent que 31,0% de celles-ci sont des filiales, 45,0% des affiliées contre 24,0% qui sont des succursales.

Tableau 3: Répartition des entreprises bénéficiaires des IDE par type d'entreprises d'investissement direct

| Types d'entreprises d'investissement direct | % |
|---|--------------|
| Filiales | 31,0 |
| Affiliés | 45,0 |
| Succursales | 24,0 |
| Total | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

2.2.1. Situation du stock des engagements financiers étrangers

L'analyse du stock des engagements financiers étrangers dans les entreprises résidentes met en relief la nature des financements par catégories d'engagements en provenance du reste du monde. Cette analyse permet également de cerner les pays d'origines et les branches d'activités des entreprises bénéficiaires.

2.2.1.1. Situation du stock des engagements financiers étrangers dans les entreprises résidentes bénéficiaires des IPF

L'analyse du volume du stock des investissements étrangers au Burundi au cours de l'année 2012 montre un faible niveau de ce stock dans les entreprises résidentes ayant bénéficié des IPF au cours de l'année 2012. Il est d'environ 394,9 millions BIF, soit 274 mille dollars américains². Par ailleurs, nous avons un niveau de l'ordre de 301,6 millions BIF, soit 210 milles dollars américains en termes d'actions ou autres titres de créances, soit 76,4% contre 23,6% d'autres types d'engagements.

² Le taux de change moyen annuel en 2012 étant de 1442,5 BIF le dollar américain

Tableau 4 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers dans les entreprises résidentes ayant reçu les IPF

| Catégories d'engagements | Montant en millions de Fbu | % |
|--------------------------------------|----------------------------|------------|
| Actions ou autres titres de créances | 301,6 | 76,4 |
| Autres | 93,3 | 23,6 |
| Total | 394,9 | 100 |

Source : EIDEB, édition 2013

L'analyse du stock des investissements étrangers par branches d'activités des entreprises bénéficiaires des IPF révèle une forte attractivité de ceux-ci principalement dans les secteurs des banques et assurances (55,4%), des autres services marchands (39,1%) ainsi que celui des transports et communication (5,0%).

Tableau 5 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers par branches d'activités dans les entreprises résidentes ayant reçu les IPF

| Branches d'activités | Montant en millions de Fbu | % |
|----------------------------|----------------------------|--------------|
| Commerce et réparation | 2,0 | 0,5 |
| Transport et communication | 19,7 | 5,0 |
| Banque et assurance | 218,8 | 55,4 |
| Autres services marchands | 154,3 | 39,1 |
| TOTAL | 394,9 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

L'analyse par pays de provenance du stock des investissements étrangers des entreprises IPF met en évidence l'importance des investisseurs issus de la Belgique, de l'Italie et de l'Afrique du Sud. Pour l'année 2012, ils ont apporté respectivement 39,1%, 32,1% et 19,7% de l'ensemble des stocks des investissements des entreprises IPF.

Tableau 6 : Répartition du stock des engagements financiers étrangers des entreprises bénéficiaires des IPF selon les pays d'origine des investisseurs

| Pays d'origine | Montant en millions de Fbu | % |
|----------------|----------------------------|--------------|
| ITALIE | 154,3 | 39,1 |
| BELGIQUE | 126,9 | 32,1 |
| AFRIQUE DU SUD | 77,8 | 19,7 |
| SUISSE | 17,9 | 4,5 |
| INDE | 2,0 | 0,5 |
| NON SPECIFIE | 15,9 | 4,0 |
| TOTAL | 394,9 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

2.2.1.2. Situation du stock des engagements financiers étrangers dans les entreprises résidentes bénéficiaires des IDE

Le stock des engagements financiers étrangers au sein des entreprises bénéficiaires des IDE durant l'année 2012 affiche un volume de stock de 200,1 milliards BIF, soit 139 millions de dollars américains³. Il faut remarquer que cette rubrique est composée surtout des actions ou autres titres de participation (51,4%), les achats d'obligations et autres créances (30,0%), les dépôts (10,9%) et les emprunts (6,8%). Rares sont les bénéfices qui sont réinvestis (0,7%).

Tableau 7 : Distribution du stock des investissements étrangers dans les entreprises résidentes ayant reçu les IDE

| Catégories d'engagements | Montant en milliards de Fbu | % |
|---|-----------------------------|--------------|
| Actions ou autre titre de participation | 102,8 | 51,4 |
| Achat d'obligations et autres créances | 60,0 | 30,0 |
| Dépôts | 21,8 | 10,9 |
| Emprunts | 13,7 | 6,8 |
| Bénéfices réinvestis | 1,4 | 0,7 |
| Autres | 0,4 | 0,2 |
| Total | 200,1 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

Pour l'année 2012, l'enquête a permis de dégager des branches d'activités qui ont enregistré plus de stock des engagements financiers étrangers. Le secteur des transports et communication a accumulé le plus de stock au cours de l'année 2012 à hauteur de 104,4 milliards BIF, soit 73 millions dollars américains représentant 52,2% du total. Il est suivi par le secteur des banques et assurances en enregistrant 34,1% du volume de ces stocks. Enfin, le commerce et réparation et les autres services marchands ont contribué respectivement à hauteur de 8,7%, et 3,6%.

Nous remarquons l'absence d'attraction de ces stocks pour les industries agroalimentaires, les industries manufacturières et la construction qui, à défaut d'être absentes, ont attiré moins d'IDE au cours de l'année 2012 représentant ensemble seulement 1,5%.

Tableau 8 : Distribution du stock des engagements financiers étrangers selon les activités principales dans les entreprises résidentes ayant reçu les IDE

| Branches d'activités | Montant en milliards de Fbu | % |
|-----------------------------|-----------------------------|--------------|
| Transport et communication | 104,4 | 52,2 |
| Banque et assurance | 68,2 | 34,1 |
| Commerce et réparation | 17,4 | 8,7 |
| Autres services marchands | 7,2 | 3,6 |
| Industries manufacturières | 2,2 | 1,1 |
| Construction | 0,3 | 0,2 |
| Industries agroalimentaires | 0,3 | 0,2 |
| TOTAL | 200,1 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

³ Le taux de change moyen étant de 1442,5 BIF le dollar américain

Les principaux pays d'origine de stock des engagements financiers étrangers sont successivement l'Ile Maurice (45,7%), le Maroc (15,4%), le Kenya (12,8%), le Togo (7,7%), la France (6,2%), la Belgique (2,8%) et le Nigeria (1,6%). Nous constatons la quasi absence des autres pays de la Communauté Est Africaine qui sont de loin derrière avec des contributions de moins de 2%. Les résultats montrent également l'absence de ces stocks en provenance des pays asiatiques et ceux du continent américain.

Tableau 9 : Répartition du stock des engagements financiers étrangers des entreprises bénéficiaires des IDE par les pays d'origine des investisseurs

| Pays d'origine IDE | Montant en milliards de Fbu | % |
|--------------------|-----------------------------|--------------|
| ILE MAURICE | 91,5 | 45,7 |
| MAROC | 30,9 | 15,4 |
| KENYA | 25,6 | 12,8 |
| TOGO | 15,3 | 7,7 |
| FRANCE | 12,4 | 6,2 |
| ITALIE | 6,0 | 3,0 |
| BELGIQUE | 5,5 | 2,8 |
| NIGERIA | 3,2 | 1,6 |
| OUGANDA | 1,7 | 0,8 |
| TANZANIE | 1,4 | 0,7 |
| OMAN | 0,6 | 0,3 |
| ANGLETERRE | 0,5 | 0,3 |
| ESPAGNE | 0,3 | 0,2 |
| PAYS BAS | 0,3 | 0,2 |
| CHINE | 0,1 | 0,0 |
| SUEDE | 0,1 | 0,0 |
| CANADA | 0,1 | 0,0 |
| INDE | 0,0 | 0,0 |
| RWANDA | 0,0 | 0,0 |
| AUTRICHE | 0,0 | 0,0 |
| NON SPECIFIE | 4,6 | 2,3 |
| Total | 200,1 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

2.3. Niveau du stock des avoirs à l'étranger et des engagements financiers étrangers

Le niveau du stock des avoirs à l'étranger à la fin de l'année 2012, a été de 108,7 milliards BIF, soit l'équivalent de 75 millions de dollars américains. Par contre, les engagements financiers de l'économie burundaise par rapport à l'étranger sont presque le double du stock des avoirs car enregistrant un volume de 200,5 milliards BIF, soit 139 millions de dollars américains (Graphique 8).

Tableau 10: Niveau du stock des avoirs et engagements financiers étrangers

| | Montant en milliards de Fbu |
|----------------------------------|-----------------------------|
| Stock des avoirs à l'étranger | 108,7 |
| Stock des engagements au Burundi | 200,5 |

Source : EIDEB, édition 2013

CHAP III. STOCKS D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE ET D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Le présent chapitre fournit les résultats relatifs aux volumes des Investissements de Portefeuille (IPF) et des Investissements Directs Etrangers (IDE). Ces données devraient être considérées comme des références de base pour le suivi des investissements étrangers au Burundi.

3.1. Stocks d'investissement étranger

Il est à rappeler que les stocks d'investissements étrangers sont constitués par les Investissements directs étrangers (IDE) et les investissements de portefeuille (IPF). Les résultats sur ces stocks portent sur les niveaux et les structures.

3.1.1. Niveau général des investissements étrangers

Les capitaux étrangers sont généralement constitués par les IPF, les IDE et les autres investissements. Le volume des investissements étrangers à la fin de l'année 2012 s'évalue à 177,2 milliards BIF, soit 122,8 millions de dollars américains. Comme le montre le tableau 16 ci-dessous, les IDE proprement dits occupent une place prépondérante dans ces capitaux étrangers. En effet, ils représentent plus de 99,2% de l'ensemble des investissements étrangers.

Tableau 11: Répartition des capitaux étrangers par type d'investissement

| TYPE D'INVESTISSEMENT | Montant en milliards de Fbu | % |
|------------------------|-----------------------------|--------------|
| IPF | 1 | 0,6 |
| IDE | 177,2 | 99,2 |
| Autres investissements | 0,5 | 0,3 |
| TOTAL | 178,7 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

Le tableau 17 donne la répartition des IDE selon ses principales composantes à savoir le stock de capital, les bénéfices réinvestis et les autres investissements. Le stock des IDE entrants au Burundi est composé essentiellement du capital social qui représente, à lui seul, 91,3% du montant global investi dans les entités résidentes ; et des autres investissements de 7,92% constitués en grande partie des emprunts. Cependant, les bénéfices réalisés par ces investisseurs étrangers sont rarement réinvestis puisque seulement 0,77% sont recapitalisés dans les entreprises résidentes.

Tableau 12: Répartition des IDE selon leurs composantes

| Composantes | Montant en milliards de FBU | % |
|--------------------------|-----------------------------|--------------|
| Stock de capital | 162,1 | 91,3 |
| Bénéfices réinvestis | 1,4 | 0,8 |
| Autres investissements : | 14,1 | 7,9 |
| dont : Emprunts | 13,7 | 97,2 |
| Autres transactions | 0,4 | 2,8 |
| TOTAL | 177,6 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.2. Distribution des IDE par type d'entreprises d'investissement direct

La distribution selon le type d'investissement reçu par les entreprises indique que les filiales détiennent 68,9% du stock de capital au cours de l'année 2012 ; puis, viennent les succursales représentant 19,7% du stock de capital et enfin et en dernière position les entreprises affiliées avec 11,5% du stock en capital.

Tableau 13 : Répartition des IDE par type d'entreprises d'investissement direct

| TYPE D'ENTREPRISES D'IDE | Montant en milliards de Fbu | % |
|--------------------------|-----------------------------|------------|
| AFFILIE | 20,4 | 11,5 |
| FILIALE | 122,2 | 68,9 |
| SUCCURSALE | 34,9 | 19,7 |
| TOTAL | 177,6 | 100 |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.3. Distribution des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement

Les résultats par branche mettent en évidence l'importance de la part des IDE détenus par la branche « Transport et communication » (58,8%). Son stock est évalué à 104,4 milliards BIF en 2012, soit 72 millions de dollars américains. Les branches « Banque et assurance » (25,8%); « Commerce et réparation » (9,7%) et « Autres services marchands » (4,1%) prennent respectivement la seconde, troisième et quatrième places. Elles enregistrent des montants respectifs de plus 45,8 milliards BIF, soit 32 millions de dollars américains, de plus de 17,2 milliards BIF, soit 12 millions de dollars américains et de plus de 7,2 milliards BIF, soit 5 millions de dollars américains.

Tableau 14: Distribution des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement

| Branches d'activités | AFFILIE | FILIALE | SUCCURSALE | Total | % |
|-----------------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|------------|
| Transport et communication | 0 | 92,1 | 12,4 | 104,4 | 58,8 |
| Banque et assurance | 18,8 | 27 | 0 | 45,8 | 25,8 |
| Commerce et réparation | 0,9 | 1,5 | 14,8 | 17,2 | 9,7 |
| Autres services marchands | 0,3 | 0,9 | 6 | 7,2 | 4,1 |
| Industries manufacturière | 0 | 0,5 | 1,7 | 2,2 | 1,2 |
| Construction | 0,3 | 0 | 0 | 0,3 | 0,2 |
| Industries agroalimentaires | 0 | 0,3 | 0 | 0,3 | 0,2 |
| Total | 20,4 | 122,2 | 34,9 | 177,6 | 100 |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.4. Parts des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement

L'analyse de la proportion des entreprises IDE par branches d'activités selon les types d'investissements directs révèle les types d'entreprises d'investissement direct dans chaque branche. Les résultats de l'EIDEB, 2013 montrent qu'il y a des entreprises filiales dans la branche d'activité « Industries agroalimentaires » et beaucoup plus des succursales dans les branches « Industries manufacturières » (77,4%), « Commerce et réparation » (86,1%) et « Autres services marchands » (88,7%). 100% des entreprises affiliées sont dans les branches « Construction ». Enfin, respectivement 58,9% et 41,1% des filiales et des affiliées sont dans la branche d'activité « Banque et assurance ».

Tableau 15: Proportion des entreprises IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement

| Branches d'activités | Parts en % des IDE entreprises affiliées | Parts en % des IDE entreprises filiales | Parts en % des IDE succursales | Total |
|-----------------------------|--|---|--------------------------------|-------|
| Industries agroalimentaires | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 100 |
| Industries manufacturière | 0,0 | 22,6 | 77,4 | 100 |
| Construction | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 100 |
| Commerce et réparation | 5,2 | 8,7 | 86,1 | 100 |
| Transport et communication | 0,0 | 88,2 | 11,8 | 100 |
| Banque et assurance | 41,1 | 58,9 | 0,0 | 100 |
| Autres services marchands | 3,3 | 8,0 | 88,7 | 100 |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.5. Origines géographiques des IDE entrants

Six pays constituent les principales origines des IDE au Burundi mais dont la contribution varie significativement d'un pays à un autre. Il s'agit essentiellement des îles Maurice (51,5%), du Kenya (14,1%), de la France (7,0%), de l'Italie (3,5%), de la Belgique (3,2%) et du Nigéria (1,8%). Notons qu'à l'exception du Kenya, les pays de la Communauté Est Africaine sont sous représentés avec une contribution de 1,8%. Par contre, l'apport des pays asiatiques et américains en termes d'IDE entrants est quasi insignifiant au même titre que ceux de l'Océanie.

Tableau 16: Répartition des IDE par pays d'origine

| Pays d'origine | Montant en milliards de Fbu | % |
|----------------|-----------------------------|--------------|
| ILE MAURICE | 91,5 | 51,5 |
| KENYA | 25 | 14,1 |
| FRANCE | 12,4 | 7,0 |
| ITALIE | 6,2 | 3,5 |
| BELGIQUE | 5,7 | 3,2 |
| NIGERIA | 3,2 | 1,8 |
| OUGANDA | 1,7 | 1,0 |
| TANZANIE | 1,4 | 0,8 |
| ANGLETERRE | 1,1 | 0,6 |
| OMAN | 0,6 | 0,3 |
| ESPAGNE | 0,3 | 0,2 |
| PAYS BAS | 0,3 | 0,2 |
| RWANDA | 0,2 | 0,1 |
| CHINE | 0,1 | 0,1 |
| AFRIQUE DU SUD | 0,1 | 0,0 |
| SUEDE | 0,1 | 0,0 |
| CANADA | 0,1 | 0,0 |
| INDE | 0 | 0,0 |
| SUISSE | 0 | 0,0 |
| AUTRICHE | 0 | 0,0 |
| NON SPECIFIE | 27,7 | 15,6 |
| TOTAL | 177,6 | 100,0 |

Source : EIDEB, édition 2013

Les résultats des niveaux par zone géographique des stocks des IDE montrent l'importance de l'Afrique comme origine des investissements. Celle-ci a apporté plus de 69,27% contre 14,57% de l'Europe. Toutefois, 15,62% des stocks d'IDE déclarés n'ont pas trouvé des pays d'origine.

3.1.6. Indicateurs de résultat des entreprises IDE

Cette section est consacrée à la situation des chiffres d'affaires et des ressources humaines des entreprises des IDE. En effet, ces éléments sont collectés afin de mieux circonscrire le comportement des entreprises à investissement direct étranger.

3.1.6.1. Apport des branches d'activités et des entreprises d'investissements directs en termes de chiffre d'affaires dans les entreprises d'IDE

Les résultats du tableau 22 ci-dessous montrent que le chiffre d'affaires hors taxe des entreprises des IDE a atteint 791 milliards BIF, soit 549 millions de dollars américains au cours de l'exercice 2012. Les succursales contribuent à hauteur de 52,2% du total du chiffre d'affaires généré par les entreprises d'IDE, les entreprises filiales à hauteur de 35,5% tandis que les entreprises affiliées n'ont apporté que 12,3%.

L'analyse de ces entreprises par branches d'activités dégage une situation contrastée. Notons que les branches d'activités ayant reçu beaucoup d'IDE ne sont pas celles qui génèrent le chiffre d'affaires le plus élevé. En effet, les branches « Industries agroalimentaires » et « la construction » qui bénéficient moins de 1% des IDE entrants, ont généré plus de 48% du chiffre d'affaires total réalisé par les entreprises IDE. Par contre, les branches « Transport et communication » et « Banque et assurance » qui ont enregistré 74,6% des IDE en 2012 génèrent seulement 36,4% du total du chiffre d'affaires.

Tableau 17: Apport des branches d'activités en termes de chiffre d'affaire hors taxe (CAHT) dans les entreprises d'IDE

| Branches d'activités | AFFILIE | FILIALE | SUCCESSALE | Part par branches d'activités | |
|---|-------------|--------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| | CAHT | CAHT | CAHT | Total | % |
| Industries agroalimentaires | 0 | 203,7 | 0 | 203,7 | 25,8 |
| Construction | 4,1 | 0 | 183,8 | 187,9 | 23,8 |
| Transport et communication | 0 | 21,2 | 132 | 153,2 | 19,4 |
| Commerce et réparation | 28 | 25,8 | 81,1 | 135 | 17,1 |
| Banque et assurance | 62,1 | 20,6 | 0 | 82,7 | 10,5 |
| Autres services marchands | 3,3 | 7,2 | 6,8 | 17,3 | 2,2 |
| Industries manufacturière | 0 | 2 | 9,5 | 11,5 | 1,5 |
| Total | 97,5 | 280,5 | 413,3 | 791,3 | 100,0 |
| Part par types d'entreprises d'IDE | 12,3 | 35,5 | 52,2 | 100,0 | |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.6.2. Apport en termes d'emploi par types d'investissements

En 2012, 51,1% de l'ensemble des emplois (22302 employés) proviennent des entreprises d'investissements étrangers dont 43,6% se trouvent dans les entreprises IDE et 7,4% dans les entreprises IPF. En revanche, les entreprises sans investissements directs étrangers apportent 48,9% de la main-d'œuvre employée.

Tableau 18 : Contribution en emplois par types d'investissement

| Branches d'activités | SANS INVESTISSEMENT ETRANGER | IPF | IDE | | |
|--|---------------------------------|--------------|--------------|--------------------|-------|
| | | | | Effectifs employés | Total |
| Agriculture d'exportation | 2 832 | 0 | 0 | 2 832 | |
| Industries agroalimentaires | 563 | 0 | 634 | 1 197 | |
| Industries manufacturière | 1 643 | 0 | 374 | 2 016 | |
| Construction | 2 268 | 0 | 2 927 | 5 195 | |
| Commerce et réparation | 2 476 | 34 | 1 593 | 4 102 | |
| Transport et communication | 225 | 588 | 717 | 1 530 | |
| Banque et assurance | 318 | 921 | 1 336 | 2 575 | |
| Autres services marchands | 589 | 117 | 2 150 | 2 855 | |
| Total | 10 914 | 1 660 | 9 731 | 22 302 | |
| Contribution à l'emploi par types d'investissements | 48,9 | 7,4 | 43,6 | | |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.6.3. Apport en termes d'emploi des entreprises d'investissements directs

Par ailleurs, le personnel employé par les entreprises d'investissement direct étranger en 2012 s'élève à 9 731 personnes. Quatre branches d'activités pourvoient beaucoup d'emplois que les autres : branches « Construction » (30,1%), « Commerce et réparation » (16,4%), « Autres services » (22,1%) et « Banque et assurance » (13,7%).

Tableau 19: Apport en termes d'emploi des entreprises d'investissements directs

| Branches d'activités | IDE | |
|-----------------------------|--------------------|--|
| | Effectifs employés | Contribution à l'emploi des entreprises IDE par branche d'activités |
| Construction | 2 927 | 30,1 |
| Autres services marchands | 2 150 | 22,1 |
| Commerce et réparation | 1 593 | 16,4 |
| Banque et assurance | 1 336 | 13,7 |
| Transport et communication | 717 | 7,4 |
| Industries agroalimentaires | 634 | 6,5 |
| Industries manufacturière | 374 | 3,8 |
| Agriculture d'exportation | 0 | 0,0 |
| Total | 9 731 | 100 |

Source : EIDEB, édition 2013

3.1.6.4. Parts des entreprises d'investissement étranger selon la forme juridique

Tableau 20: Répartition des entreprises d'investissement étranger selon la catégorie juridique

| Catégories juridiques | IPF | AFFILIE | FILIALE | SUCCESSALE | Total | % des entreprises | Dont Entreprises IDE |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-------------------|----------------------|
| SA | 4 | 6 | 13 | 6 | 29 | 44,6 | 85,5 |
| SPRL | 3 | 7 | 9 | 6 | 25 | 38,5 | 87,8 |
| SM | 4 | 4 | 0 | 0 | 8 | 12,3 | 47,5 |
| Autres | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 4,6 | 56,3 |
| Entreprise individuelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | 0,0 |
| Total | 12 | 19 | 22 | 12 | 65 | 100,0 | 81,6 |

Source : EIDEB, édition 2013

Du point de vue de la forme juridique des entreprises d'investissement étranger, ces dernières sont majoritairement dominées par les Sociétés Anonymes (SA) (44,6%), les Sociétés des Personnes à Responsabilité Limitée (SPRL) (38,5%) et les Sociétés Mixtes (SM) (12,3%). La part des autres formes juridiques ne représente qu'une infime partie de l'ensemble de ces entreprises (4,6).

CONCLUSION ET RECOMMANDATION

Les investissements directs étrangers sont importants pour les pays en développement, dans l'optique du développement durable, car ils représentent des apports de capitaux. Ils traduisent la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie d'un pays et montrent aussi le degré d'ouverture d'un pays à l'économie mondiale.

La réalisation de cette étude a permis de répondre au souci de disponibiliser des statistiques sur les investissements étrangers au Burundi, au cours de l'année 2012. Ainsi, les résultats issus de l'enquête révèlent que sur l'ensemble des entreprises résidentes enquêtées, seulement 2,5% d'entre elles disposent des établissements à l'étranger au 31 décembre 2012, 5,1% d'entre elles ont des investissements de portefeuille (IPF) à l'étranger contre 3,7% qui détiennent des investissements directs étrangers (IDE) dans les entreprises non résidentes. Celles qui détiennent des IPF se concentrent dans le secteur des assurances, le transport terrestre ainsi que les services de postes, télécommunications et internet, tandis que celles qui détiennent des IDE vont dans le secteur construction, transport et communication ainsi que les services marchands.

Sur l'ensemble des entreprises résidentes enquêtées, 29,8% d'entre elles ont parmi leurs propriétaires des investisseurs non résidents, avec 17,3% ayant bénéficié des apports d'actions sous forme des IPF contre 82,7% sous formes d'IDE dont 31% sont des filiales, 45% des affiliées et 24% des succursales.

Le volume des investissements étrangers à la fin de l'année 2012 s'évalue à 177,2 milliards BIF soit 122,8 millions de dollars américains. L'analyse par branche des flux d'IDE met en exergue la place occupée par les entreprises issues de la branche « Transport et communication » (58,8%). Son stock est évalué à 104,4 milliards BIF en 2012, soit 72 millions de dollars américains.

Analysés par pays de provenance, les résultats montrent que plus de 50% de l'ensemble des IDE proviennent de l'île Maurice (51,5%), suivi du Kenya (14,1%). En ce qui concerne la performance des entreprises d'investissement direct étranger, le chiffre d'affaires des entreprises des IDE a atteint 791 milliards BIF, soit 549 millions de dollars américains au cours de l'exercice 2012. Les succursales ont contribué 52,2% du total du chiffre d'affaires généré par les entreprises d'IDE, les entreprises filiales 35,5% tandis que les entreprises affiliées n'ont apporté que 12,3%.

Curieusement, les branches d'activités ayant reçu beaucoup d'IDE ne sont pas celles qui génèrent le Chiffre d'affaires le plus élevé. En effet, il ressort de cette enquête que les branches « Industries agroalimentaires » et « la construction », qui bénéficient moins de 1% des IDE entrants, ont généré plus de 48% du chiffre d'affaires total réalisé par les entreprises IDE, tandis que les branches « Transport et communication » et « Banque et assurance » qui ont enregistré 74,6% des IDE en 2012 n'ont seulement généré que 36,4% du total du chiffre d'affaires.

Il est à remarquer que le nombre d'emplois dans les entreprises d'investissement direct étranger est de 9 731 personnes. Les branches qui créent beaucoup d'emplois sont entre autres « Construction », « Autres services marchands », « Commerce et réparation » ainsi que « Banques et assurances » qui ont respectivement contribué à l'emploi à hauteur de 30,1%, 22,1%, 16,4% et 13,7% dans l'ensemble des entreprises d'investissement direct étranger.

En conclusion, cette étude a permis de faire ressortir des informations aussi riches les unes que les autres, ce qui a permis de formuler les recommandations suivantes à l'endroit du Gouvernement du Burundi de :

- Faire tout le nécessaire pour la pérennisation de cette enquête,
- Faire le plaidoyer auprès des chefs d'entreprise pour qu'ils participent largement dans l'enquête,
- Faire une large diffusion des résultats issus de cette enquête.

Des propositions allant dans le sens de la pérennisation de cette enquête ont été aussi formulées.

Ainsi, une refonte du questionnaire serait plus nécessaire pour l'enquête pérenne, quitte à pouvoir capter des informations qui n'ont pas pu ressortir au cours de cette enquête, notamment:

- a. Insister beaucoup plus sur les investissements de l'entreprise à l'extérieur comme ceux de l'étranger dans l'entreprise résidente ;
- b. Intégrer les questions relatives aux climats des affaires et environnements économiques ;
- c. Insister sur la part exacte du capital détenu par les actionnaires non résidents dans l'entreprise et celle de l'entreprise dans une entreprise non résidente ;
- d. Préciser aussi le pays d'origine pour le cas des entreprises d'investissements étrangers ;
- e. Parmi les avoirs et engagements de l'entreprise, il faudrait fournir des éclaircissements quant à la modalité « **autres** ».

Pour la pérennisation du système, la Direction Générale de l'ISTEEBU, via le service « *Etudes et Statistiques des Entreprises et Comptabilité nationale* » du département « *Etudes et Statistiques Economiques et Financières* », devait prendre en charge cette opération (Enquête routine sur les IDE) et devrait disposer d'au moins deux ordinateurs performants et un ordinateur portable réservés à cette fin.

De plus, les entreprises d'investissement direct étranger identifiées à partir de cette enquête constitueront la base du panel des enquêtes routines ultérieures. Cette base sera donc complétée par les entreprises nouvellement créées satisfaisant aux conditions citées auparavant.

ANNEXES

Tableau 21: Répartition des entreprises IDE selon leurs apports dans les branches d'activités

| Pays d'origine IDE | Branche d'activités | | | | | | | Total en milliards de FBU |
|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|---------------------------|
| | Industries agroalimentaires | Industries manufacturières | Construction | Commerce & réparation | Transport & communication | Banques & assurances | Autres services marchands | |
| ILE MAURICE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 91,5 | 0,0 | 0,0 | 91,5 |
| MAROC | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 30,9 | 0,0 | 30,9 |
| KENYA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 13,4 | 0,0 | 11,7 | 0,5 | 25,6 |
| TOGO | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,3 | 0,0 | 15,3 |
| FRANCE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 12,4 | 0,0 | 0,0 | 12,4 |
| ITALIE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,0 | 6,0 |
| BELGIQUE | 0,0 | 0,6 | 0,3 | 1,0 | 0,0 | 3,6 | 0,0 | 5,5 |
| NIGERIA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,2 | 0,0 | 3,2 |
| OUGANDA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,7 |
| TANZANIE | 0,0 | 1,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,4 |
| OMAN | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,6 |
| ANGLETERRE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,5 |
| PAYS BAS | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 |
| ESPAGNE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 |
| CHINE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| SUEDE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| CANADA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| INDE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| RWANDA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| AUTRICHE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| NON SPECIFIE | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,9 | 0,0 | 3,4 | 0,2 | 4,6 |
| Total en milliards de FBU | 0,3 | 2,2 | 0,3 | 17,4 | 104,5 | 68,0 | 7,4 | 200,1 |

Tableau 22: Répartition des entreprises IDE selon leurs contributions en % dans les branches d'activités

| Pays d'origine IDE | Branches d'activités | | | | | | | Total |
|--------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|--------------|
| | Industries agroalimentaires | Industries manufacturières | Construction | Commerce & réparation | Transport & communication | Banques & assurances | Autres services marchands | |
| ILE MAURICE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 45,7 | 0,0 | 0,0 | 45,7 |
| MAROC | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 15,4 | 0,0 | 15,4 |
| KENYA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,7 | 0,0 | 5,8 | 0,3 | 12,8 |
| TOGO | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 7,7 | 0,0 | 7,7 |
| FRANCE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,2 | 0,0 | 0,0 | 6,2 |
| ITALIE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 3,0 | 3,0 |
| BELGIQUE | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 0,5 | 0,0 | 1,8 | 0,0 | 2,8 |
| NIGERIA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,6 | 0,0 | 1,6 |
| OUGANDA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,8 |
| TANZANIE | 0,0 | 0,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,7 |
| OMAN | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,3 |
| ANGLETERRE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,3 |
| ESPAGNE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 |
| PAYS BAS | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 |
| CHINE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| SUEDE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CANADA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| INDE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| RWANDA | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| AUTRICHE | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| NON SPECIFIE | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 1,7 | 0,1 | 2,3 |
| Total | 0,2 | 1,1 | 0,2 | 8,7 | 52,2 | 34,0 | 3,7 | 100,0 |

PERSONNEL DE L'EIDEB, 2013

Coordination

NDAYISHIMIYE Nicolas
SIBOMANA Jean Claude

Supervision

BUKURU LYDIA
NDAGIJIMANA Pascal
NGENDAKURIYO Mathias

Contrôle

MUHOAKEYE Rachel
NDIKUMANA Alain
NDUWIMANA Emilienne
NSHIMIRIMANA Florence

Agents enquêteurs

BIGIRIMANA Sylver
NDAYONGEJE Anne Marie
KARAKURA Jean Pierre
RUSAKE Jacqueline
MUNEZERO Chanella
BANGIRICENGE Crescence
NIKOBITUNGWA Angélique
KANKINDI Ariane
NIYUNGEKO Espérance
NIMBONA Vite Abdon
IHABOSE Euphrasie

Informaticien/Statisticien

DUNIA Prudence

Contrôleurs de saisie

HAVUGIMANA Josiane
MANIRAKIZA Léonce

Agents de saisie

BASHIRAHISHIZE Anastasie
GAHIMBARE Emelyne
IRAKOZE Marie Rose
NKWIRIKIYE Marie Rose

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DE FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES

ECONOMIQUES DU BURUNDI

(ISTEEBU)

ENQUETE SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

QUESTIONNAIRE

N° de questionnaire /_/_/_/_/

Nom et numéro de l'agent enquêteur...../___/___/

Date de remplissage : /_/_/_/ /_/_/_/ /_/_/_/

Nom et numéro du contrôleur...../___/___/

Date de contrôle : /_/_/_/ /_/_/_/ /_/_/_/

Nom et numéro de l'agent de saisie...../___/___/

Date de saisie : /_/_/_/ /_/_/_/ /_/_/_/

Confidentialité : Les informations fournies à l'ISTEEBU au moyen du présent questionnaire sont confidentielles aux termes de la Loi n°1/17 du 25 Septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi, articles 12, 19, 24 et 25. En conséquence, elles ne peuvent en aucune manière être communiquées à une administration fiscale, de contrôle économique ou judiciaire.

I. IDENTIFICATION –LOCALISATION

1.1- Province :/___/___/

1.2- Commune :/___/___/

1.3- Colline/Quartier :

1.4- Raison sociale : 1.5- Sigle.....

1.6- B.P /___/___/___/___/ 1.7- Rue/Avenue :

1.8- Téléphone : 1.9- Fax :

1.10- Site Internet : *http://www*.....

1.11- E-mail :

1.12- Zone d'implantation (1- Urbain / 2- Rural) :...../___/

1.13- Année de création de l'Unité : /___/___/___/___/

1.14- Année de démarrage des activités de l'Unité : /___/___/___/___/

1.15- Type d'entreprise: 1- Privé 2- Semi-public /___/

1.16- Forme juridique :

1- Entreprise individuelle 2- Société à Responsabilité Limité 3- Société Anonyme /___/

4- Société mixte 5- Autres types de société (à préciser).....

1.17- Quel est le Capital social actuellement (*en milliers de Fbu*): /___/___/___/___/___/___/___/___/___/___/

1.18- Votre entreprise a-t-elle bénéficié des avantages fiscaux conformément au code des investissements du Burundi ? 1- Oui 2- Non /___/

1.19- Si oui, lesquels :

1).....

2).....

3).....

II. ACTIVITES

2.1- Activité principale (à indiquer avec précision) : /___/___/___/___/

2.2- Activités secondaires :

1..... /___/___/___/___/

2..... /___/___/___/___/

3..... /___/___/___/___/

2.3.- Quel a été votre chiffre d'Affaires hors taxe (en milliers de Fbu) au cours de l'année 2012 ?

/___/___/___/___/___/___/___/___/___/

2.4. Votre entreprise possède-t-elle des établissements au Burundi ? 1- Oui 2- Non /___/

(Si NON, allez à la question 2.6.)

2.5. Si oui, combien ? /___/___/

2.6. Votre entreprise possède-t-elle des établissements à l'étranger ? 1- Oui 2- Non /___/

(Si NON, allez à la question 2.8.)

2.7. Si oui, combien ? /___/___/ **(Allez à la question 3.1.)**

2.8. Votre entreprise, détenait-elle un pourcentage égal ou supérieur à 10% du capital d'une entreprise non résidente au 31 décembre 2012 ? 1- Oui 2- Non /___/

III. PROPRIETAIRES NON RESIDENTS

3.1. Parmi les propriétaires de la présente entreprise, y avaient-ils **des non-résidents** au 31 décembre 2012? :

1- Oui 2- Non /___/ **(Si NON, allez à 4.1.)**

3.2. a. Existe-il un actionnaire non-résident (ou groupe d'actionnaires non résidents apparentés) détenant à lui seul une part comprise entre 10 et 50% du capital de cette entreprise ? 1- Oui 2- Non /___/

3.2. b. Si oui, indiquer le pays d'origine de cet actionnaire :

3.3. a. Existe-il un actionnaire non-résident (ou groupe d'actionnaires non résidents apparentés) détenant à lui seul une part supérieure à 50% mais inférieure à 100% du capital de cette entreprise ? 1- Oui 2- Non /___/

3.3. b. Si oui, indiquer le pays d'origine de cet actionnaire :

3.4. a. Existe-il un actionnaire non-résident (ou groupe d'actionnaires non résidents apparentés) détenant 100% du capital de cette entreprise ? 1- Oui 2- Non /___/

3.4. b. Si oui, indiquer le pays d'origine de cet actionnaire :

IV. AVOIRS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS EXTERIEURS

IV.1. Les investissements de l'entreprise à l'étranger au 31 décembre 2012

| Catégories d'avoir | Montants (milliers de Fbu) |
|--|---------------------------------|
| 4.1. Actions ou autre titre de participation | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.2. Achat d'obligations et autres créances | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.3. Dividendes et intérêts reçus | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.4. Bénéfices réinvestis | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.5. Prêts | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.6. Dépôts | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.7. Autres (à préciser) | / / / / / / / / / / / / / / / / |

IV.2. Les investissements des étrangers dans l'entreprise au 31 décembre 2012

| Catégories d'engagements | Montants (milliers de Fbu) |
|--|---------------------------------|
| 4.8. Actions ou autre titre de participation | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.9. Achat d'obligations et autres créances | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.10. Dividendes et intérêts payés | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.11. Bénéfices réinvestis | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.12. Emprunts | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.13. Dépôts | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 4.14. Autres (à préciser) | / / / / / / / / / / / / / / / / |

V. EMPLOI DE TRAVAILLEURS ETRANGERS

5.1. Votre entreprise a-t-elle employé du personnel étranger en 2012? 1- Oui 2- Non / /

(Si NON, allez à 6.1.)

5.2. Quel est l'effectif de ce personnel étranger ? / / / / /

| Rubriques | Montants (milliers de Fbu) |
|---|---------------------------------|
| 5.3. Montant approximatif total des traitements et salaires versés à ce personnel en 2012 | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.3.1. En espèces | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.3.2. En nature (nourriture, logement, autres avantages en nature) | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.4. Montant approximatif des cotisations à la sécurité sociale versées en faveur de ce personnel en 2012 | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.5. Montant des paiements d'indemnités de licenciement | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.6. Estimation des dépenses des travailleurs étrangers au Burundi | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.7. Estimation des impôts sur le revenu payés par les travailleurs étrangers à l'Etat du Burundi | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.7. Estimation des envois de fonds des travailleurs étrangers à leurs pays d'origine | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 5.7. Montant des dépenses de recrutement à l'étranger | / / / / / / / / / / / / / / / / |

VI. SERVICES RENDUS AUX NON-RESIDENTS EN 2012

| Catégories de services rendus | Montants (milliers de Fbu) |
|--|---------------------------------|
| 6.1. Assistance technique | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.2. Travaux d'étude | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.3. Services informatiques et d'information | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.4. Assurances | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.5. Bâtiments et travaux public | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.6. Services financiers | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.7. Services juridiques | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.8. Publicité | / / / / / / / / / / / / / / / / |
| 6.9. Autres : | / / / / / / / / / / / / / / / / |

VII. SERVICES FOURNIS PAR LES NON-RESIDENTS EN 2012

| Catégories de services achetés | Montants (milliers de Fbu) |
|--|-----------------------------|
| 7.1. Assistance technique | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.2. Travaux d'étude | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.3. Services informatiques et d'information | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.4. Assurances | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.5. Bâtiments et travaux public | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.6. Services financiers | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.7. Services juridiques | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.8. Publicité | / / / / / / / / / / / / / / |
| 7.9. Autres : | / / / / / / / / / / / / / / |

VIII. TRANSFERTS DE FONDS

| Catégories | Montants (milliers de Fbu) |
|---------------------------------|-----------------------------|
| 8.1. Transferts de fonds reçus | / / / / / / / / / / / / / / |
| 8.2. Transferts de fonds versés | / / / / / / / / / / / / / / |

IX. CARACTERISTIQUES DU CHEF D'ENTREPRISE

9.1- Sexe : 1- Masculin 2- Féminin / /

9.2- Age : / / / /

9.3- Nationalité : 1. Burundaise 2. Etrangère / /

9.4- Depuis quand dirige-t-il l'entreprise ? (L'année) : / / / / / / / /

9.5- Niveau d'instruction :

- 1- Sans niveau
 - 2- Primaire
 - 3- Secondaire
 - 4- Supérieur (Universitaire)
- / /

X. CARACTERISTIQUES DES EMPLOYES

| Statut socioprofessionnels | Nationalité | sexe |
|--|--------------------------|------------------------|
| Cadres supérieurs | Burundaise /_/_/_/_/_/_/ | Masculin /_/_/_/_/_/_/ |
| | Étrangère /_/_/_/_/_/_/ | Féminin /_/_/_/_/_/_/ |
| Cadres moyens | Burundaise /_/_/_/_/_/_/ | Masculin /_/_/_/_/_/_/ |
| | Étrangère /_/_/_/_/_/_/ | Féminin /_/_/_/_/_/_/ |
| Agents | Burundaise /_/_/_/_/_/_/ | Masculin /_/_/_/_/_/_/ |
| | Étrangère /_/_/_/_/_/_/ | Féminin /_/_/_/_/_/_/ |
| Autre personnels d'appui (plantons, veilleurs, chauffeurs, etc.) | Burundaise /_/_/_/_/_/_/ | Masculin /_/_/_/_/_/_/ |
| | Étrangère /_/_/_/_/_/_/ | Féminin /_/_/_/_/_/_/ |